



Délibération n°2023\_04\_11\_7

Objet : Concession de service public relative à l'exploitation et la gestion du complexe sportif Marius Vitou -  
Délibération de principe - ABROGE et REMPLACE

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU MARDI 11 AVRIL 2023**

L'an deux mille vingt trois, le onze avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 5 avril 2023, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 26**

**Nombre de membres représentés : 1**

**Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE**

**Présents :**

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET -  
Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Brigitte RODRIGUEZ - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Michel  
LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Laurie BELTRA - Karine  
BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Laurent CHAMARD-BOIS - Patrick PASQUIER - Muriel POIJOL - Laurent TATON -  
Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ

**Absent représenté :**

Romain CASAS-MATEU pouvoir à Xavier MIRAULT

**Absents excusés :**

Pascale MARCHAL - Quentin BOINET

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

---

**Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte:**

La Commune de Pérols dispose d'un complexe sportif, Marius Vitou.

Ce complexe est composé de deux équipements dédiés :

- Au tennis
- Au football

Le projet de concession porte sur :

- La solution de base : le complexe tennistique
- En variante : l'ensemble du site, à savoir : le complexe tennistique et footballistique

La société WBSSPORT est chargée d'une mission d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) en vue d'une éventuelle mise en délégation de Service Public relative à l'exploitation et la gestion du complexe sportif Marius Vitou.

A la suite de l'analyse par l'AMO, il apparaît que le chiffre d'affaires pouvant être généré tant par le padel que par le football serait plus important que ce qui avait été initialement estimé.

Ainsi, le seuil de procédure à prendre en compte est celui d'une procédure de droit commun soit 5 382 000,00€ HT. Il convient de modifier en ce sens l'article 4.3 du rapport de présentation « saisine du Conseil municipal pour l'approbation du principe de la délégation », en précisant que la procédure retenue ne sera pas une procédure simplifiée mais une procédure de droit commun, puisque la valeur estimée du contrat (soit le CA hors taxes sur la durée totale de la concession) est supérieure au seuil de 5 382 000,00€ HT.

Au vu du rapport ci-joint qui détermine l'objet et les caractéristiques de la prestation qu'il est envisagé de déléguer, il convient de décider du futur mode de gestion du complexe sportif.

Vu le rapport ci-joint ;

Vu l'avis du comité social territorial (CST) en date du 1<sup>er</sup> février 2023 ;

Vu la délibération n°2023\_02\_02 du 02 février 2023 ;

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- Abroger et remplacer la délibération n°2023\_02\_02 du 02 février 2023.
- Approuver le principe du recours à une concession de service public pour l'exploitation et la gestion du complexe sportif Marius Vitou.
- Approuver les caractéristiques essentielles du futur contrat que devra assurer le concessionnaire.
- Autoriser monsieur le Maire à engager toutes démarches et à prendre toutes décisions utiles à l'exécution de la présente délibération.

A l'issue de la procédure, M. Le Maire rendra un rapport aux membres élus du Conseil municipal qui approuvera le candidat retenu et le projet de contrat afférent.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à la majorité.

Pour : 20

Contre : 5

Laurent CHAMARD-BOIS, Patrick PASQUIER, Laurent TATON, Caroline SAROCHAR, Cathy PROST

Abstention : 1

Muriel POUJOL

Ne prend pas part au vote : 1

Philippe CATTIN-VIDAL

Fait à Pérols, le 12 avril 2023

Le Maire,

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.